

Histoire

FRANÇOIS MITTERRAND ET PIERRE MAUROY : FAIRE GAGNER LA GAUCHE (1971-1981)

Alain Bergounioux

02/06/2016

Dans une première partie de la journée d'études « Pierre Mauroy et François Mitterrand, une longue histoire (1965-2013) » organisée le 19 juin 2015 à Lille et consacrée aux années de la conquête du pouvoir (1965-1981), Alain Bergounioux revient sur la décennie 1971-1981.

En apparence, tout paraît simple : en juin 1971, Pierre Mauroy est numéro deux derrière François Mitterrand, nouveau premier secrétaire du Parti socialiste ; en mai 1981, Pierre Mauroy est Premier ministre derrière François Mitterrand, nouveau président de la République. En réalité, cette histoire n'a pas été linéaire. Des liens particuliers se sont certes noués entre les deux hommes, de leur propre aveu, et selon la plupart des témoignages. Mais des dissentiments ont également existé et un conflit d'importance les a opposés à la fin de la décennie. C'est une gauche divisée – et un Parti socialiste clivé – qui l'a emporté en mai 1981. Mais ces divisions et ces clivages n'ont pas remis en cause le renouveau socialiste qui a rapproché les deux hommes dès 1965. Tous deux étaient alors déjà des hommes politiques confirmés et aguerris – François Mitterrand avait été onze fois ministre sous la IV^e République, Pierre Mauroy avait exercé des fonctions syndicales et politiques dès le début des années 1950. Ils n'en incarnaient pas moins deux cultures politiques différentes. Pierre Mauroy s'inscrivait dans une tradition bien établie, celle de la SFIO, et tout particulièrement la culture d'un socialisme populaire et gestionnaire, dominant dans le Nord de la France. François Mitterrand, lui, n'était pas l'homme d'une tradition et n'avait pas appartenu à de grands partis. C'est dans l'exercice du pouvoir qu'il en était venu à se revendiquer d'un « républicanisme socialiste », comme durant la campagne de 1965. Leur point commun, cependant, en 1971 comme en 1981, était l'idée que la gauche ne pouvait se renouveler que par les responsabilités du pouvoir. Ce n'est pas principalement l'idéologie qui a été le liant entre les deux hommes, mais la prééminence accordée à la stratégie politique – et, sans doute, un réel attachement.

Un programme commun (1971-1974)

Le déroulement du congrès d'Épinay – avec ses préparatifs – a été maintes fois décrit. Il est clair que, sans Pierre Mauroy, il n'y aurait pas eu de majorité pour François Mitterrand – laquelle fut d'ailleurs courte. L'anecdote d'Augustin Laurent quittant volontairement le congrès en laissant Pierre Mauroy décider du vote de la fédération du Nord est avérée. Il est évident que la détermination de Pierre Mauroy a largement tenu à la volonté de Guy Mollet de soutenir finalement la candidature d'Alain Savary à la tête du Nouveau Parti socialiste au congrès d'Issy-les-Moulineaux en 1969. Depuis les derniers mois de l'année 1970, les contacts avec François Mitterrand avaient été réguliers et étroits. L'alliance qui se noua pour Épinay, de la « droite » de la SFIO avec Gaston Defferre à sa gauche avec le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES), portait des visions différentes de l'union de la gauche – même si tous s'accordaient sur la priorité à lui donner. Mais François Mitterrand et Pierre Mauroy en avaient la même conception. Elle était une nécessité politique pour la conquête du pouvoir, elle demandait un rééquilibrage du rapport de force entre socialistes et communistes. Elle n'envisageait pas une unification possible. Le discours de Pierre Mauroy au congrès est à cet égard significatif. Il donnait une définition pragmatique de l'union de la gauche : cette dernière ne pouvait être dominée par le Parti communiste français et elle avait besoin d'un Parti socialiste fort pour entraîner la gauche tout entière et au-delà. Dans la perspective d'un programme de gouvernement, au printemps 1971, il privilégiait « des réponses communes de caractère ponctuel face aux menaces précises que le pouvoir et les capitalistes font peser sur les travailleurs¹ ».

Pierre Mauroy a confié dans ses Mémoires² que François Mitterrand aurait préféré lui laisser la tâche de premier secrétaire, lui exerçant un magistère sur le parti, comme Léon Blum l'avait fait dans l'entre-deux-guerres. Mais Augustin Laurent, auquel Pierre Mauroy succédait à la mairie de Lille en cours de mandat, fit la demande instante qu'il n'exerçât pas cette responsabilité nationale. François Mitterrand occupa alors la fonction. Il est cependant difficile d'être totalement sûr de sa volonté. La manière dont il assumait son rôle au poste de premier secrétaire peut faire naître un doute, tant il avait tiré les leçons des années 1960 qui demandaient le contrôle effectif d'un grand parti. Quoi qu'il en fût, François Mitterrand exerça pleinement son autorité, avec son style propre, fait de distance, mais aussi de vigilance politique. Il laissa cependant une réelle latitude d'action au secrétaire national chargé de la coordination, Pierre Mauroy, qui bénéficia du concours d'amis proches : Robert Pontillon, Marie-Jo Pontillon, déléguée aux organes centraux, Roger Fajardie. Mais le parti d'Épinay était aussi un parti de partis. Et des mitterrandistes de poids exerçaient des fonctions majeures dans la direction, Pierre Joxe et Georges Fillioud, notamment, tandis que Jean-Pierre Chevènement était en charge des questions idéologiques et programmatiques. Gaston Defferre assurait, lui, la présidence du groupe parlementaire.

Pierre Mauroy apportait à François Mitterrand la légitimité de l'ancienne SFIO sans voir d'obstacle à la création d'un parti nouveau, que François Mitterrand souhaitait rassembler autour de sa personne. Cela entraîna cependant des froissements et des divergences entre les différentes équipes, entre Pierre Mauroy et le CERES, entre Pierre Mauroy et Pierre Joxe, entre Gaston Defferre et Robert Pontillon, etc.³ Mais, jusqu'à l'élection présidentielle anticipée d'avril 1974, l'accord politique de fond fut manifeste entre les deux têtes du parti. François Mitterrand donna ainsi à Pierre Mauroy un rôle prépondérant dans la négociation qui, en juin 1972, amena à la conclusion du Programme commun de gouvernement⁴, en lui confiant le dossier crucial des nationalisations. Pierre Mauroy ne cessa de soutenir François Mitterrand dans le débat qui l'opposait au CERES et à une partie de ses amis conventionnels, derrière Pierre Joxe, en particulier concernant la poursuite de la construction européenne lors du congrès extraordinaire de Bagnolet en décembre 1973. La perspective européenne est certainement l'autre élément fondamental qui acheva alors de sceller l'alliance politique des deux dirigeants.

Lors de la campagne présidentielle anticipée du printemps 1974, François Mitterrand, qui avait réuni son équipe à la tour Montparnasse, confia les rênes du parti, dont le siège était encore cité Malesherbes, à Pierre Mauroy. Ce partage des tâches est symbolique : à côté mais pas ensemble...

L'union est un combat (1974-1978)

La courte défaite de 1974 ouvrit une autre période dans cette décennie. Les divisions de la gauche et du Parti socialiste lui-même mirent en cause la prééminence de François Mitterrand. Mais, dans un premier temps, les relations entre les deux hommes ne parurent pas affectées. L'épisode des Assises du socialisme à l'automne 1974 l'illustre bien. Incontestablement, l'arrivée de Michel Rocard et de ses amis inquiéta les mitterrandistes et suscita la méfiance du CERES. François Mitterrand, quant à lui, manifesta à plusieurs reprises son irritation devant les demandes de Michel Rocard qui n'avait entraîné qu'une minorité du PSU⁵. Mais il maintint sa confiance à Pierre Mauroy, qui avait joué un rôle clé dans cet élargissement du PS. L'idée s'était formalisée dès le printemps 1973. Pierre Mauroy, souvent accompagné de Marie-Jo Pontillon et de Gérard Jaquet, avait participé aux rencontres discrètes organisées par André Salomon à son domicile avec Michel Rocard et Edmond Maire. Il y voyait la possibilité d'achever l'unité des socialistes, mais également l'opportunité de rééquilibrer les rapports de force au sein du parti. Son rôle fut déterminant pour convaincre François Mitterrand de décider du processus des Assises dans les semaines qui suivirent l'élection présidentielle. Le premier secrétaire passa ainsi outre les préventions de ses amis. Une lettre manuscrite de François Mitterrand datée du 22 août 1974, qui figure dans les archives personnelles de Pierre Mauroy, déposées à la Fondation Jean-Jaurès, témoigne bien de son état d'esprit d'alors : « Nous n'avons pas à faire comme si nous nous étions trompés. On ignore quand on referme le

dossier qu'il existe aujourd'hui un PS important qui, par ses propres moyens et sans concours externes, peut devenir le premier parti du pays [...]. La rivière doit rester dans son lit ! [...] Tout montre que les divergences (inexprimées comme telles) seront surmontées. Ma confiance est entière dans votre jugement et votre fermeté [...]. Je vous reverrai avec joie !⁶ » Pour François Mitterrand, le Parti socialiste devait absorber une minorité. Et l'on voit aussi que, dans sa confiance renouvelée à Pierre Mauroy, il y avait aussi une demande de fermeté dans ce sens... Mais, pour plus de sûreté, le premier secrétaire mesura chichement la part de responsabilités accordée aux rocardiens dans la direction du parti.

Dans les trois années qui suivirent, les divergences avec les conventionnels se firent plus fréquentes. Après l'élection de 1974, François Mitterrand avait repris le contrôle des finances du parti, jusque-là confiées aux mauroyistes, avec Charles-Émile Loo, proche également de Gaston Defferre. La lecture des mémoires des amis de François Mitterrand, ceux, notamment, de Françoise Seligmann et de Louis Mermaz, montre que les mauroyistes continuaient d'être regardés comme les représentants du vieux parti. Ils s'inquiétaient en outre de l'attitude de Pierre Mauroy, qui se comportait en protecteur de la « troisième composante » entrée avec les Assises du socialisme⁷. Cependant, les convergences politiques sur les questions clés demeuraient. Pierre Mauroy voulait renforcer en priorité l'unité de la motion A. Il soutint pleinement le premier secrétaire au congrès de Pau en 1975 et à celui de Nantes en 1977, pour amener et maintenir le CERES dans la minorité du parti. Les deux hommes partagèrent la même position dans les polémiques qui opposèrent le Parti socialiste au parti communiste lors de la révolution portugaise. Tous deux avaient le même souci de renforcer le Parti socialiste pour qu'il devienne apte à exercer les responsabilités gouvernementales. Les importants succès socialistes aux élections cantonales et municipales de 1976 et 1977 en donnaient la perspective pour les élections législatives de 1978. Quand les négociations pour la réactualisation du Programme commun de gouvernement commencèrent, François Mitterrand et Pierre Mauroy partageaient la même appréhension qu'elles entachent la crédibilité des socialistes dans l'opinion. Leur échec, qui entraîna la rupture de l'union de la gauche et, surtout, la défaite électorale du printemps 1978, changèrent cette fois la donne au sein du Parti socialiste.

Mitterrand-Mauroy-Rocard, l'impossible ménage à trois (1978-1979)

L'autorité de François Mitterrand sortit ébranlée de la défaite aux élections législatives. Et, ce dès le soir des élections, avec l'intervention de Michel Rocard affirmant qu'il n'y avait pas de « fatalité » à l'échec. Pierre Mauroy, quant à lui, ne mit pas en cause la personne de François Mitterrand, mais

émit des doutes sur la stratégie de l'union de la gauche. Il déclara que « le programme commun [était] forclos ». Sans remettre en cause la nécessité d'un accord avec le parti communiste, Pierre Mauroy l'envisageait désormais sur la base d'un socle minimum. Ses mémoires montrent qu'il craignait également que la polémique avec les communistes n'entraînent une surenchère permanente et, donc, un gauchissement de la ligne socialiste qui ne correspondait pas à la réalité de la société française. Toutefois, ce qui n'est pas dit dans les mémoires, mais que différents témoignages amènent à penser, c'est que Pierre Mauroy n'était plus sûr que François Mitterrand pût être à nouveau le candidat à l'élection présidentielle. Il voulait laisser cette possibilité à Michel Rocard. Il n'acceptait pas, dès lors, la mise au ban de ce dernier par les mitterrandistes.

Les tensions montèrent d'un cran en juin 1978, avec la rédaction et la publication du texte de « l'appel des Trente », à l'initiative de Louis Mermaz et de Pierre Joxe, qui se voulait une défense de la ligne d'Épinay principalement contre les contestations de Michel Rocard. Pierre Mauroy avait été tenu à l'écart de la préparation du texte – alors que Jacques Delors avait été convié – et ne fut averti de sa parution que dans la matinée. Il dit dans ses mémoires que François Mitterrand n'en avait pas été à l'origine. Dans ses souvenirs, Françoise Seligmann, elle, rapporte que non seulement le premier secrétaire avait été prévenu, mais qu'il avait annoté le document de sa main⁸ ...

Ce texte durcit la situation mais ne valait pas rupture. Pierre Mauroy souhaitait maintenir une ligne de synthèse pour ne pas mettre en cause François Mitterrand ni isoler Michel Rocard. Position difficile, car ni les rocardiens, ni l'essentiel des mitterrandistes, ni évidemment le CERES – qui voyait désormais dans Michel Rocard le danger principal – ne voulaient de synthèse. Un engrenage se mit ainsi en place dans les derniers mois de l'année 1978, dominée par la perspective du congrès à venir, fixé à Metz au printemps 1979. Ce conflit au sein du PS était évidemment surdéterminé par les polémiques violentes avec le parti communiste. En septembre, Michel Rocard dénonça un certain archaïsme qui, en politique, était condamné. Le climat d'affrontement rendit peu audibles les initiatives de Pierre Mauroy – notamment sa proposition d'une nouvelle constitution interne du Parti socialiste pour désigner le candidat à l'élection présidentielle. Il fut de plus en plus tenu en suspicion par les mitterrandistes. Ainsi, la décision de créer un quotidien socialiste en novembre fut prise indépendamment de lui – alors qu'il était responsable de la coordination... Cela l'amena à dénoncer un système de plus en plus présidentiel dans le parti.

Dans le même temps, les discussions continuaient entre le numéro un et le numéro deux.

L'épisode, fin 1978, où Gaston Defferre les invita tous deux dans sa maison de campagne pour rétablir leur unité est parlant. Pierre Mauroy, alors qu'il venait de gagner sa chambre après une longue soirée de discussion, vit François Mitterrand et leur hôte le rejoindre pour tenter de le convaincre. « Il est très important, Pierre, lui aurait dit François Mitterrand, que nous restions

ensemble⁹. » En fait, François Mitterrand voulait isoler deux minorités, Michel Rocard et ses amis, et le CERES. Il ne voulait pas d'une synthèse avec Michel Rocard. Dans ces mêmes mois, parallèlement, les contacts étaient devenus réguliers entre Michel Rocard et Pierre Mauroy. La présentation d'une contribution commune entre les deux hommes fut ressentie comme une trahison par François Mitterrand. Dans leur texte, Michel Rocard et Pierre Mauroy précisèrent qu'Épinay n'était la propriété exclusive de personne. Ils insistaient sur la nécessaire progressivité de la rupture avec le capitalisme et soulignaient que « la réussite d'une politique socialiste suppos[ait] une grande rigueur en matière économique ». Les mitterrandistes dénonçaient, eux, les « technocrates des cent jours » et, à l'inverse, mobilisaient la rhétorique de la rupture : « Il ne s'agit pas d'aménager le libéralisme ou, mieux, de créer une économie sociale de marché. Il s'agit de rompre avec le capitalisme¹⁰ ». Qu'en pensait François Mitterrand ? Sans doute s'agissait-il du prix à payer pour demeurer majoritaire dans le parti et tenir tête au parti communiste.

L'unité pour la victoire (1979-1981)

Mais il n'y aurait pas de motion commune entre les contestataires. Pierre Mauroy désapprouva les propos de Michel Rocard le 15 janvier 1979 à l'émission « Cartes sur table ». Celui-ci avait annoncé que, en cas de victoire au congrès, Pierre Mauroy prendrait la tête du parti, tandis que lui serait le candidat à l'élection présidentielle. Le maire de Lille souhaitait toujours la reconstitution de la majorité du congrès de Nantes. Le comité directeur du 11 février fut d'une grande violence verbale. Pierre Mauroy déposa sa propre motion, après avoir refusé de fusionner avec celle de François Mitterrand, malgré la demande pressante du premier secrétaire. Dans ses *Cahiers secrets de la V^e République*, Michèle Cotta évoque le vif mécontentement de François Mitterrand : « Je vous briserai¹¹ », lui aurait-il dit. Les différends mis en avant, sur les places respectives du plan et du marché, sur l'union de la gauche, sur le sérieux économique furent le terrain privilégié pour régler également les querelles sur le choix du candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Le congrès de Metz lui-même fut dur et passionné. Le courant mitterrandiste marqua à « droite » ses adversaires mauroyistes et rocardiens – grandement aidé par le CERES, plus virulent encore – en rappelant que l'objectif du socialisme était la suppression du salariat comme rapport de production et que le premier devoir du Parti socialiste était de satisfaire les revendications des travailleurs. Parmi les divergences affichées avec les mauroyistes et les rocardiens figurent en bonne place le rôle dévolu au marché et, plus encore, la « rigueur économique », à laquelle les mitterrandistes proposaient de substituer une « rigueur sociale ». Mais, si les motions de Michel Rocard et de Pierre Mauroy restaient fidèles à la philosophie économique de leur contribution commune, elles divergeaient sur le plan politique. Pierre Mauroy lançait un appel à la synthèse, ce qui n'était pas le cas des rocardiens. Dans la phase préparatoire du congrès, cependant, le CERES

s'était fait un plaisir d'amalgamer les mauroyistes et les rocardiens comme les défenseurs d'une « ligne néotravailleuse », porte ouverte à la social-démocratie...

Les résultats des votes des militants – âprement disputés – furent décevants pour Pierre Mauroy. Il avait espéré représenter le groupe central. Sa motion ne remporta que 13,6 % des mandats et celle de Michel Rocard, 20,4 %. Cela laissait François Mitterrand, avec 40,1 % des mandats, maître de ses alliances : avec Gaston Defferre et ses 7,7 %, et avec l'appui du CERES, certes affaibli avec 14,4 % des mandats, mais trop heureux de revenir dans une majorité. Le juste milieu que voulait incarner Pierre Mauroy n'avait pas suffi, même si son courant avait attiré des élus importants et de nouveaux talents – par exemple Alain Savary, André Labarrère, Alain Chenard, Hubert Dubedout du côté des élus, Jean-Pierre Cot, Dominique Taddéi, Jean Le Garrec, Françoise Gaspard. La violence des charges contre Michel Rocard et, dans une moindre mesure, contre Pierre Mauroy, obéissait à l'impératif politique (comme Laurent Fabius l'a reconnu *a posteriori*) de défendre avant tout la candidature de François Mitterrand pour l'élection présidentielle. La commission des résolutions – qui fut particulièrement tendue – ne déboucha évidemment sur aucune synthèse. Pierre Bérégovoy, rapporteur de la motion majoritaire, fit du désaccord sur les rôles respectifs du plan et du marché un écueil insurmontable pour une synthèse, avant cependant de minorer les divergences entre mitterrandistes et chevènementistes sur la construction européenne, qui les avaient pourtant opposés. L'accord avec le CERES se noua dans les coulisses mêmes du congrès, avant d'être officialisé les jours suivants. Le congrès de Metz restaura l'autorité de François Mitterrand sur sa formation – d'autant plus que Michel Rocard, sans consulter les animateurs de son courant, s'était engagé à ne pas se présenter si le premier secrétaire se déclarait candidat. Cela explique peut-être que, dans son discours de clôture – ce qui n'a pas été suffisamment remarqué –, malgré quelques piques adressées aux nouveaux minoritaires, François Mitterrand prôna l'objectif d'un nouvel aggiornamento idéologique et culturel en matière économique¹².

Quoi qu'il en soit, un profond renouvellement s'opéra à la tête du parti. Les mauroyistes – comme les rocardiens – quittèrent la direction. Paul Quilès devint responsable des fédérations, Pierre Joxe, trésorier, Laurent Fabius, porte-parole. Jean Poperen prit en charge la préparation des élections, et Lionel Jospin, secrétaire national aux relations internationales, accéda au poste de numéro deux. Jean-Pierre Chevènement, lui, retrouva le secrétariat aux études et au projet. Ce fut un moment difficile pour Pierre Mauroy, qui n'aimait pas être dans la minorité ! Cette situation l'amena à structurer davantage son propre courant. Mais ce n'est là qu'un aspect de la réalité. François Mitterrand eut en effet le souci de maintenir un contact régulier avec Pierre Mauroy. Les deux hommes prirent l'habitude de déjeuner mensuellement en tête-à-tête. Pierre Mauroy fut le deuxième (encore...) derrière François Mitterrand sur la liste socialiste aux élections européennes. Lors du comité directeur de septembre 1979, qui étudia l'avant-projet socialiste, le courant Mauroy

déposa un seul amendement, auquel se rallia tactiquement le courant Rocard. Pierre Mauroy le retira lui-même pour ne pas reconstituer une opposition. Surtout, il prit nettement ses distances avec Michel Rocard quand celui-ci fit sa déclaration de candidature le 19 octobre 1980. Sans être à l'initiative de l'appel suscité par les mitterrandistes dans les fédérations pour appeler à la candidature du premier secrétaire, il lui apporta son soutien. Quelques jours après, François Mitterrand lui annonçait de manière confidentielle qu'il serait son Premier ministre en cas de succès en mai 1981. La crise entre les deux hommes était terminée. La rivalité avec Michel Rocard avait amené François Mitterrand à aller plus loin idéologiquement qu'il ne le souhaitait. Il suffit pour le comprendre de comparer le projet socialiste de 1980 avec le programme présidentiel de 1974, pourtant finalisé alors que le Programme commun de gouvernement était en vigueur. Dans le fond, François Mitterrand retrouvait le dispositif qu'il avait souhaité depuis le début...

Pourquoi, finalement, Pierre Mauroy pour François Mitterrand ? On ne peut bien sûr qu'émettre quelques hypothèses. L'ancienneté de la relation a joué, avec 1965, le début réel de l'aventure mitterrandienne, et on connaît l'importance des hommes et des moments pour François Mitterrand. Surtout, Pierre Mauroy représentait cette part du socialisme dont François Mitterrand avait besoin pour ancrer pleinement sa légitimité. Il apprécia, en outre, les relations que le maire de Lille avait su nouer avec les communistes – le problème essentiel de la période – qui correspondait également à sa manière de les poser. Mais Pierre Mauroy était aussi un homme politique pleinement autonome, avec sa propre vision du monde. François Mitterrand l'impressionna par ses talents et son jugement politique, mais il n'était pas mitterrandiste. Les deux hommes ne se fréquentèrent guère dans des cercles familiers. Ce qui les réunissait était une volonté politique commune d'assurer le renouveau de la gauche socialiste et de la sortir de ses dilemmes anciens. Leurs liens, par là même, n'empêchaient pas les divergences lorsque leurs analyses différaient, mais ils ne connurent pas de rivalité personnelle. Ils furent, chacun dans leur rôle, les acteurs clés du renouveau socialiste avec l'idée que les socialistes auraient à exercer le pouvoir.

1. Pierre Mauroy, *discours au congrès d'Épinay*, 13 juin 1971.
2. Pierre Mauroy, *Mémoires*. « Vous mettez du bleu au ciel », Paris, Plon, 2003.
3. Alain Bergounioux, « 1971-1981 : les temps de la marche au pouvoir » in Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée 1971-1981*, Presses universitaires de Rennes, 2015, pp. 17-29.
4. Danièle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir), *L'union sans l'unité. Le programme commun de la gauche 1963-1978*, Presses universitaires de Rennes, 2012.
5. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'Ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 2005.
6. Lettre datée du 22 août 1974, adressée à Pierre Mauroy de Latche, archives personnelles de Pierre Mauroy (Fondation Jean-Jaurès).
7. Louis Mermaz, *Il faut que je vous dise. Mémoires*, Paris, Odile Jacob, 2013 ; Françoise Seligmann, *Les Socialistes aux portes du pouvoir*, Paris, Éditions Michalon, 2005.

8. Françoise Seligmann, *Les Socialistes...*, *op. cit.*, p. 83.
9. Pierre Mauroy, *Mémoires. « Vous mettez du bleu au ciel »*, Paris, Plon, 2003, p.142-143.
10. Congrès de Metz 6, 7, 8 avril 1979 : motions nationales d'orientation, *Le poing et la rose*, n°79.
11. Michèle Cotta, *Les Cahiers de la V^e République, tome 2 : 1977-1986*, Paris, Fayard, 2008. p. 349.
12. Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie 1944-1981). Une histoire économique du politique*, Presses de Sciences Po, 2016, p. 370.